

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
portant désignation des membres de la Chambre de  
recours de l'enseignement de promotion sociale libre  
confessionnel**

**A.Gt 02-10-2013**

**M.B. 27-11-2013**

**Modifications:**

**A.Gt 08-04-2015 - M.B. 22-04-2015**

**A.Gt 10-06-2015 - M.B. 23-07-2015**

**A.Gt 16-06-2017 - M.B. 13-07-2017**

Le Gouvernement de la Communauté française

Vu le décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné, notamment l'article 80 modifié par le décret du 19 décembre 2002 et l'article 81 remplacé par le décret du 19 décembre 2002 modifié par les décrets du 1er juillet 2005 et du 12 juillet 2012;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 mars 1993 relatif aux chambres de recours dans l'enseignement libre confessionnel, modifié par le décret du 3 mars 2004 et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 23 novembre 1998, 7 juin 2001, et 8 novembre 2001 et par le décret du 3 mars 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, notamment l'article 69 complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 décembre 1998, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 18 décembre 2001, 21 janvier 2004, 14 mai 2009 et 14 octobre 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 mai 2008 portant désignation des membres de la Chambre de recours de l'enseignement de promotion sociale libre confessionnel modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 12 février 2010, 14 février 2011 et 6 décembre 2012;

Vu la consultation des groupements les plus représentatifs des pouvoirs organisateurs et des groupements du personnel de l'enseignement libre confessionnel affiliés à une organisation syndicale représentée au Conseil national du Travail;

Considérant que les mandats des membres de la Chambre de recours sont arrivés à leur terme et qu'il s'avère dès lors nécessaire de les renouveler,

Arrête :

**Article 1er.** - Sont désignés membres de la Chambre de recours de l'enseignement de promotion sociale libre confessionnel ci-après dénommée « la Chambre de recours » :

**Modifié par A.Gt 10-06-2015 ; A.Gt 16-06-2017**

- en tant que membres effectifs et suppléants, représentant les pouvoirs organisateurs dans l'enseignement libre confessionnel :



EFFECTIFS	SUPPLEANTS 1	SUPPLEANTS 2
Mme Catherine FRERE <i>[remplacé par A.Gt 16-06-2017]</i>	Mme Monica DI GIANGREGORIO <i>[remplacé par A.Gt 16-06-2017]</i>	M. Stéphane VANOIRBECK <i>[remplacé par A.Gt 16-06- 2017]</i>
M. Nicolas RENSONNET	Mme Kristien DE POORTERE	M. Etienne FLORKIN
M. David LEMAIRE <i>remplacé par A.Gt 16-06-2017]</i>	Mme Agnès BALSACQ	Mme Lusin CETIN
M. Stéphane HEUGENS	Mme Béatrice HENNE	M. Jean-Marie DEMOUSTIER <i>[remplacé par A.Gt 16-06- 2017]</i>
Mme Bénédicte BEAUDUIN	M. Pierre JACQUES	Mme Nelly MINGELS

***Modifié par A.Gt 08-04-2015 ; A.Gt 16-06-2017***

- en tant que membres effectifs et suppléants, représentant les organisations représentatives des membres du personnel dans l'enseignement libre confessionnel affiliés à une organisation syndicale représentée au Conseil national du Travail :

EFFECTIFS	SUPPLEANTS 1	SUPPLEANTS 2
M. Clément BAUDUIN;	Mme Marie LAUSBERG	Mme Anne DORSELAER;
Mme Anne-Françoise VANGANSBERGT	Mme Marie-Thérèse ANDRE	M. Charly ROLAND
M. Bernard DETIMMERMAN	M. Fabrice PINNA	M. Luc DUPONT
M. Joan LISMONT	M. Bernard DE COMMER	Mme Sophie GOLDMANN <i>[remplacé par A.Gt 16-06-2017]</i>
Mme Bénédicte WENIN <i>[modifié par A.Gt 08-04-2015]</i>	M. Marc MANSIS	M. Jean-François GHYS <i>[modifié par A.Gt 08-04- 2015]</i>

**Article 2.** - L'article 1er de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 mai 2008 portant désignation des membres de la Chambre de recours de l'enseignement de promotion sociale libre confessionnel modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 12 février 2010, 14 février 2011 et 06 décembre 2011, est abrogé.

**Article 3.** - Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 2 octobre 2013.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Directrice générale,  
Mme L. SALOMONOWICZ